

La tradition des historiens

Penser l'avenir de l'histoire est la tâche des historiens soucieux des lendemains de leur discipline née comme telle et profession dans la seconde moitié du XIX^e siècle. La réflexion sur les pratiques et les formes du savoir historien aussi bien que l'analyse des conditions intellectuelles, politiques, sociologiques, d'exercice du métier, sont désormais de nécessité reconnue : l'historien se doit de se vivre et de se placer en situation de passage, de pont, de lien à tisser et retisser entre les espaces de la discipline, l'écriture et le réel, la recherche et l'enseignement, le savoir et la cité, le familier et le lointain, l'individu et le social, l'origine et le monde, l'évènement et le temps. De cette quête de relation est née, à côté et parfois contre l'« histoire-récit », l'« histoire-problème » selon l'expression de François Furet en 1975¹. En 1975 toujours, Michel de Certeau s'interrogeait sur « l'alliance entre *l'écriture* et *l'histoire*² ». De cette relation improbable, presque oxymorique, entre le *discours* et le *réel* est née *l'historiographie* (c'est-à-dire « histoire » et « écriture ») et, en l'occurrence, son livre, *L'écriture de l'histoire*, qui demeure un des grands classiques pour qui veut réfléchir à l'histoire.

Penser l'avenir de l'histoire conduit l'historien au cœur de sa discipline, dans les bilans qu'elle autorise, vers les progrès qu'elle imagine. Mais la relation qu'il entretient, grâce au discours, avec le réel, l'entraîne à s'interroger sur l'avenir du monde. L'historien peut alors aider les générations présentes et futures à comprendre son imprévisibilité souvent tragique. Comprendre pour affron-

1. François Furet, « De l'histoire-récit à l'histoire-problème », 1975, réédité in *L'atelier de l'histoire*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1982-1988, p. 73-90.

2. Michel de Certeau, *L'Écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1975, p. 5.

ter et parfois surmonter afin de restituer la part des possibles, l'autonomie des personnes. Mais la possibilité de ce pouvoir critique de l'histoire dépend de la volonté des historiens de penser ce qu'ils sont et vers quoi ils vont. Dans la pensée de l'avenir, horizon somme toute paradoxal pour des spécialistes tournés vers l'étude du passé, résident bien des interrogations, et peut-être des solutions, sur le rôle des savoirs savants et le progrès des sociétés humaines.

Commémorant en 1999 le cinquantenaire du Conseil de l'Europe et de la réconciliation franco-allemande sur le pont qui relie Strasbourg à Kehl, l'historien et résistant Jean-Pierre Vernant invitait à « franchir un pont¹ ». Le pont qui nous relie à l'avenir se dessine dans le passé. Par l'histoire (par la philosophie ou la littérature aussi), l'écriture du passé reconnaît les efforts parfois désespérés des hommes d'imaginer un avenir, c'est-à-dire de refuser toutes les formes de tyrannie. Mais les historiens ne font pas seulement qu'écrire ce passé. Faire de l'histoire, c'est ainsi préparer l'avenir commun des sociétés en amenant ces dernières vers un ordre de raison, vers un devoir de vérité, vers une affirmation de liberté.



Il n'échappe à aucun observateur avisé que des bouleversements profonds traversent les sciences sociales et les savoirs littéraires auxquels l'histoire se rattache conjointement, affectant l'université à laquelle elle appartient, ébranlant les fondements de la société intellectuelle dont elle dépend. Ces bouleversements sont tout autant techniques et matériels comme la disparition souvent annoncée du livre, qu'éthiques et politiques avec l'irruption de l'État et de la loi dans la définition de la vérité historique ou l'ébranlement de la foi dans l'école, et même philosophiques avec l'effondrement des régimes d'historicité sous l'effet d'une idéologie du présent, le *présentisme*. La question est moins de savoir s'il y aura toujours à l'avenir une histoire des historiens, que la forme qu'elle revêtira et si elle continuera d'agir pour la connaissance comme pour la société.

L'avenir de l'histoire ne concerne bien sûr pas seulement les historiens quand bien même ceux-ci seraient bien plus nombreux qu'on ne l'imagine ; beaucoup de non-professionnels, n'ayant pas été recrutés par l'université ou par les centres de recherche, agissent en effet comme des historiens en appliquant une méthode de recherche qui définit à la base la pratique de l'histoire. Plus encore, l'avenir de l'histoire renvoie à une situation globale d'incertitude

1. Jean-Pierre Vernant, « Franchir un pont », 1999, réédité in *Traversée des frontières. Entre mythe et politique II*, Paris, Le Seuil, coll. « La Librairie du XXI^e siècle », 2004, p. 179-180.

sur le cours des événements historiques eux-mêmes. La « fin de l'histoire¹ » avait été proclamée après la chute du mur de Berlin et la disparition du bloc de l'Est, URSS comprise (1989-1991). Cela signifiait qu'un ordre prévisible allait pouvoir s'instaurer dans le monde, sans menace d'un ordre concurrent dont la puissance avait rendu imprévisible le cours de l'histoire. La « fin de l'histoire » était cela, l'achèvement de la confrontation entre deux visions du monde, entre deux systèmes de société. Las, le triomphe du libéralisme occidental allait se révéler de courte de durée. L'attentat du 11 septembre 2001, au cœur de la civilisation libérale, signifia qu'à la certitude de l'histoire avait succédé une incertitude plus grave encore qu'au xx^e siècle.

L'histoire entendue comme l'enchaînement des événements décourage en apparence toute construction d'une raison qui, seule, permet d'envisager l'avenir autrement que sous la forme d'un futur dominé par la fatalité. L'histoire qui se déroule, qui vient et qui se passe semble dénuée des valeurs de raison et de vérité que les historiens se doivent de défendre dans leur travail. En face de ce défi considérable de connaissance, ceux-ci doivent se réinventer eux-mêmes pour faire face à l'inconnaissable, pour affronter des faits qui échappent à la compréhension d'une discipline habituée à penser le mouvement historique. L'accumulation de connaissance historique ne suffit plus aujourd'hui pour penser l'avenir. Elle l'a permis dans le passé, non pour prévoir le futur mais pour se donner la volonté et les moyens d'analyser le surgissement des événements. Si l'on veut désormais donner un rôle à l'histoire dans la compréhension de l'avenir, si l'ont veut donc fonder *un avenir à l'histoire*, il convient de penser cette question de *l'avenir de l'histoire*. L'avenir de l'histoire comme discipline de savoir, comme expérience de recherche, et plus encore comme disposition morale à refuser l'incompréhensible en reconnaissant le choix de certains acteurs de l'histoire à refuser précisément cet incompréhensible, cette déraison. Affirmer le pouvoir de l'entendement historique de franchir les ténèbres et de parvenir à la connaissance place de la même façon les historiens en position d'acteurs de l'histoire en train de se faire, c'est-à-dire de l'avenir. En défendant par l'expérience et la preuve la capacité de la raison critique à comprendre l'incompréhensible, ils maintiennent en face de l'avenir cette volonté de la pensée de résister à ce qui la menace et l'écrase.

Cette notion de résistance est essentielle, c'est elle qui construit l'avenir de l'histoire. C'est elle qui explique comment des historiens passent sans coup férir de l'engagement dans la discipline à l'engagement dans la cité.

1. Voir Francis Fukuyama, « The End of History ? », *The National Interest*, 1989, traduction française, *Commentaire*, n° 47, automne 1989, et *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992, 452 p.

C'est elle qui justifie que les derniers chapitres de ce livre soient consacrés à des ébauches biographiques d'historiens qui ont choisi, à un moment de leur vie, de mener un double combat, dans la recherche et dans l'action. C'est-à-dire un combat dans l'histoire aux deux sens du terme. Marc Bloch, Étienne Mantoux et Pierre Vidal-Naquet représentèrent, entre autres, cet engagement de l'histoire au xx^e siècle. La certitude qu'ils exprimèrent de la raison historique, elle travailla aussi l'Allemagne précédant le nazisme. Des œuvres aussi différentes mais aussi déterminantes que celles de Max Weber ou de Norbert Elias en sciences sociales, celle de Karl Jaspers ou d'Edmund Husserl en philosophie¹, contribuèrent au maintien, chez une petite minorité d'Allemands, de la conscience de la souveraineté intellectuelle. La déraison et le viol de la vérité ne pouvaient dès lors plus être acceptés sans résistance. L'effort de comprendre la réalité du monde n'avait pas été vain.

Le mouvement de la Rose blanche né au printemps 1942 dans un atelier de peinture de Munich, et dont la photographie de trois de ses membres illustre la couverture de ce livre, témoigne de la conviction d'une pensée libre et du défi qu'elle adressa à la violence nazie. Sur le cliché pris l'été de la même année, l'étudiante en philosophie Sophie Scholl, âgée de 21 ans, est entourée de son frère Hans, un étudiant en médecine de 24 ans, en uniforme d'infirmier de la Wehrmacht où il servait sur le front de l'Est, et de Christoph Probst, lui aussi étudiant en médecine, âgé de 23 ans. Tous trois furent arrêtés par la Gestapo début 1943, le frère et la sœur le 12 février après avoir jeté des tracts à l'université de Munich, leur ami le 20 février. Ils furent décapités après un simulacre de procès. Fondés sur la revendication d'une culture philosophique et l'affirmation d'une conscience humaniste, les tracts du mouvement s'efforçaient de nommer les faits les plus inqualifiables dont ils avaient connaissance. « Depuis la mainmise sur la Pologne, 300 000 Juifs de ce pays ont été abattus comme des bêtes. C'est là le crime le plus abominable perpétré contre la dignité humaine, et aucun autre dans l'histoire ne saurait lui être comparé.² »

La rhétorique parfois empreinte de discours chrétien ne saurait masquer dans les tracts de la Rose blanche une morale de la raison et de la vérité posant

1. On pourrait ajouter le témoignage d'un jeune magistrat stagiaire à Berlin ayant refusé le nazisme, exilé en Angleterre en 1938, et qui s'en est expliqué dans un manuscrit retrouvé après sa mort et publié en 2000. La lecture de ce livre magnifique détermina le passage à la recherche historique de bien des étudiants européens : Sebastian Haffner, *Histoire d'un Allemand. Souvenirs 1914-1933*, traduit de l'allemand, nouvelle édition augmentée, Arles, Actes Sud, coll. « Un endroit où aller », 2003, 448 p.

2. Cité in Inge Scholl, *La Rose blanche. Six Allemands contre le nazisme*, traduit de l'allemand par Jacques Delpyrou, Paris, Les Éditions de Minuit, 1955, p. 129. Voir également les *Lettres et carnets* de Hans et Sophie Scholl, traduit de l'allemand par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Tallandier, coll. « Archives », 2008, 366 p.

sur le nazisme un jugement critique définitif. « On ne peut pas discuter du nazisme, ni s'opposer à lui par une démarche de l'esprit, car il n'a rien d'une doctrine spirituelle. Il est faux de parler d'une conception du monde nationale-socialiste parce que, si une telle conception existait, on devrait essayer de l'établir ou de la combattre par des moyens d'ordre intellectuel. La réalité est différente. Cette doctrine, et le mouvement qu'elle suscita, étaient, dès leurs prémices, basés avant tout sur la duperie collective, et donc pourris de l'intérieur ; seul le mensonge permanent en assurait la durée.¹ » Mais les « moyens d'ordre intellectuel » dont il était fait mention servaient précisément à établir la nature anti-intellectuelle du nazisme. L'historien, qui par vocation et profession, instaure l'ordre intellectuel, prépare ainsi des résistances futures.

En cela, les historiens construisent l'avenir à travers leur examen du passé. Nommer, ordonner, mesurer, c'est leur pouvoir, et celui-ci prend un tour révolutionnaire lorsque l'historien fait face au tyran. Le 4 juillet 1807, dans un article du *Mercure de France* dont il était le propriétaire, François-René de Chateaubriand nomma tout à la fois la tyrannie de Napoléon I^{er} et la force des historiens. Frappé d'une interdiction de séjour à Paris, il ne cède pas devant le despotisme impérial et rejoint la capitale à de fréquentes reprises. « Lorsque, dans le silence de l'abjection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur ; lorsque tout tremble devant le tyran, et qu'il est aussi dangereux d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît, chargé de la vengeance des peuples. C'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'empire ; il croit inconnu auprès des cendres de Germanicus, et déjà l'intègre Providence a livré à un enfant obscur la gloire du maître du monde. Bientôt toutes les fausses vertus seront démasquées par l'auteur des Annales ; bientôt il ne fera voir dans le tyran déifié que l'histriion, l'incendiaire et le parricide : semblable à ces premiers chrétiens d'Égypte qui, au péril de leurs jours, pénétraient dans les temples de l'idolâtrie, saisissaient au fond d'un sanctuaire ténébreux la Divinité que le Crime offrait à l'encens de la Peur, et traînaient à la lumière du soleil, au lieu d'un Dieu, quelque monstre horrible. »

Le choix de l'illustration de couverture du livre, la mention à la Rose blanche, explicite une autre forme d'*avenir de l'histoire*. Celle du souvenir personnel qui vient construire les identités individuelles et leur conférer de l'historicité. La « recherche du temps perdu » de Marcel Proust fut une ouverture sans équivalent sur l'avenir parce qu'elle conservait la valeur des expériences passées et déterminait la promesse du « temps retrouvé », c'est-à-dire d'un avenir pensable

1. Inge Scholl, *La Rose blanche*, *op. cit.*, p. 127.

et connaissable, un futur arraché à l'oubli et à la perte de soi. Il y a toujours un instant, dans la vie humaine, où la personne prend conscience du mouvement historique, de manière intime et philosophique à la fois, une découverte qui prend place dans le temps personnel et qui y demeure pour la vie. Dans ses mémoires écrits en 1995, Pierre Vidal-Naquet évoque le souvenir d'un récit paternel qui, par son évidence et sa clarté, existe au présent et détermine la pensée de l'avenir. Son père lui enseigna, « une nuit de 1942 », que l'histoire n'était pas une fatalité inaccessible à l'humanité mais au contraire une construction humaine que l'on pouvait comprendre, sur laquelle on pouvait même agir.

Lucien me fascina en me racontant l'affaire Dreyfus. Il me la raconta longuement en insistant sur le plus grave, le jugement de Rennes, mais en soulignant aussi que la partie avait été gagnée. Certains m'en complimentent, d'autres me le reprochent, mais il est vrai que je suis resté marqué par ce récit qui prouvait que la vérité pouvait être découverte et les historiens ont là un rôle à jouer.

Je me revois, enfant, me relevant la nuit pour consulter dans le grand *Larousse* la notice sur Waldeck-Rousseau, parce que Lucien m'avait dit qu'il avait joué un rôle important dans l'inflexion de l'Affaire en 1899. On parlait de son œil « glauque », et cet adjectif m'intrigua. La génération dreyfusarde avait été celle de mes grands-parents. Mes deux grands-pères avaient milité pour la cause du capitaine, mais je les avais si peu connus... De ces militants, je n'ai connu en réalité que Léon Blum, et un hasard amical m'a fait don d'un exemplaire des *Souvenirs sur l'Affaire*, corrigé de sa main après 1945. Mais comment oublier cette très vieille dame, Suzanne Saglier, à qui Victor Hugo avait dédié sa photo quand il avait quatre-vingts ans et elle cinq ans, et qui évoquait avec passion cette journée de la fin août 1898 où on était venu annoncer, en criant à ses parents, que Henry – le colonel faussaire du service de renseignements – s'était tranché la gorge au mont Valérien. [...]

Il me reste aussi de ce temps non plus un récit mais un texte que Lucien me fit lire, en 1942 ou en 1943. C'est un article de Chateaubriand, dans le *Mercur* de juillet 1807 [7], et cet article que mon père cite lui-même de façon allusive dans son Journal, le 15 septembre 1942, a marqué mes interventions historiques à plus d'un moment de ma vie : « Lorsque, dans le silence de l'abjection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur ; lorsque tout tremble devant le tyran, et qu'il est aussi dangereux d'encourager sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît, chargé de la vengeance des peuples. C'est en vain que Néron prospère, Tacite est déjà né dans l'empire ; il croît inconnu auprès des cendres de Germanicus, et déjà l'intègre providence a livré à un enfant obscur la gloire du maître du monde. » Mégélanie ? Sans doute, mais elle figure à la source de ce qui n'était pas encore une vocation. Ce fut aussi sa raison de vivre.¹

1. Pierre Vidal-Naquet, *Mémoires*, tome I, *La brisure et l'attente 1930-1955*, Paris, Le Seuil/La Découverte, 1995, p. 112-114.

Le « grand récit » de l'auteur de ce livre est plus dispersé mais il n'en est pas moins agissant. Il procède de quelques livres dont celui de *La Rose blanche* traduit en 1955 par les Éditions de Minuit, qui appartenait à mon père et que ma mère me fit découvrir. En mars 1979, j'étais en terminale et je m'intéressai déjà beaucoup à l'histoire – il est vrai que je suivais les cours d'un professeur d'histoire qui avait fait partie de la garde rapprochée de Pierre Mendès France¹. L'éditeur de la rue Bernard-Palissy, né d'une action clandestine sous l'occupation allemande et auquel quelques années plus tard je devais consacrer un mémoire de maîtrise², avait choisi de rééditer le livre d'Inge Scholl consacré à la résistance de son frère et de sa sœur. En quatrième de couverture, plutôt que le traditionnel résumé ou une citation emblématique de l'ouvrage, Jérôme Lindon, le patron très attentif des éditions, avait placé en pleine page la photographie de Sophie Scholl entourée de son frère et de Christoph Probst « au cours de l'été 1942 ». Le cliché avait même été recadré sur le visage de la jeune fille tandis que les profils des deux jeunes hommes étaient en partie coupés, si bien qu'elle semblait plus proche encore du regard de ceux qui tenaient le livre en main. Simple photographie qui rendait l'histoire présente et la transportait dans notre imaginaire et notre propre avenir. La présence de cette image ne me quitta jamais. Lorsqu'il fallut trouver un « visuel » pour la couverture de ce livre, le choix de la photographie s'imposa parce qu'elle résumait tout mon propos et qu'elle appartenait au paysage de mon histoire personnelle.

La photographie des trois jeunes résistants allemands au nazisme présente un dernier intérêt, en relation avec la signification même de cet essai sur l'histoire et de sa publication. Celui-ci accompagne en effet la naissance d'une collection de « Nouvelles biographies historiques » aux mêmes éditions Armand Colin. La biographie constitue, nous en sommes convaincus, une voie d'enquête des sociétés, une approche critique des événements, un mode heuristique sur le passé menant au présent, c'est-à-dire à l'avenir. Le savoir biographique constitue un savoir universitaire autant qu'il suscite de l'intérêt populaire, à condition toutefois que la biographie soit pensée non comme un genre naturel mais comme une construction intellectuelle de l'individu en société, quel qu'il

1. Simone Gros, *Pierre Mendès France au quotidien*, préface de Michel Mendès France, Paris, L'Harmattan, 2004, 160 p.

2. Vincent Duclert, *Monographie d'une structure d'édition clandestine en France occupée 1940-1944 : les Éditions de Minuit*, Université de Paris X Nanterre, 1983 (sous la direction de René Rémond), 215 p. – annexes. Anne Simonin a ensuite repris le dossier et écrit une thèse sur l'histoire des Éditions de Minuit qui fut publiée en 1994 par l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (*Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Le devoir d'insoumission*, 529p. et annexes non paginées, rééd. IMEC, 2008).

soit. Comme toute pratique historique, elle doit faire l'objet d'une réflexivité critique. Chaque biographie est l'occasion de réfléchir à l'écriture de l'histoire et à la question de la liberté *vs* contraintes des acteurs. Toute réflexion sur l'histoire aboutit même à s'interroger sur la biographie et, inversement, comme en témoigne l'essai historiographique de Sabina Loriga, *Le Petit x*¹. Le livre présent fournit l'occasion de cette réflexion, au sein d'un cadre élargi et d'une méditation sur le monde et le temps vus de l'histoire d'hier et d'aujourd'hui.



Penser l'avenir de l'histoire, c'est définir ce que l'on entend par histoire afin de parvenir à la relation qu'elle entretient avec l'avenir et avec son propre avenir. Cette exigence s'impose. Car l'avenir de l'histoire possède un caractère paradoxal. Il s'agirait presque d'un oxymore. En quoi l'histoire, synonyme de passé pour le sens commun, « science du passé » pour les historiens, peut-elle tendre vers l'avenir ? Considérer la question, c'est risquer de limiter l'examen à l'avenir seul de la discipline, de la profession, de l'institution. Cette interrogation ne serait du reste pas vaine en soi. Elle mérite même d'être assumée tant les bouleversements qui affectent l'université, la recherche, les carrières modifient en profondeur l'*habitus* de l'historien et l'obligent à des reconversions radicales.

L'histoire qui est en jeu ici, on l'a compris dès les premières pages, est moins celle des historiens proprement dite que celle qui naît de l'effort régulier de l'humanité d'écrire l'histoire en ne renonçant jamais, quelles que soient les difficultés, à une volonté de compréhension et de transmission, c'est-à-dire peu ou prou à une éthique de vérité et de liberté. Ce choix moral, généralement fondé sur la conception d'une souveraineté du savoir, définit la corporation des historiens sans qu'il soit nécessaire de l'afficher. Il relève de l'implicite, des règles du métier. Il est commun à toutes les sciences. Et il motive la décision de certains savants à sortir de leur sphère scientifique lorsque la possibilité de rechercher la vérité est niée ou combattue dans la société. Ce choix en faveur de la vérité du passé, aussi nécessaire pour une exigence de connaissance des temps révolus que pour la conception des sociétés présentes, ne concerne pas uniquement les historiens professionnels, mais aussi tous ceux qui, étudiants, diplômés, intellectuels, amateurs, produisent

1. Sabina Loriga, *Le Petit x. De la biographie à l'histoire*, Paris, Le Seuil, coll. « La librairie du XXI^e siècle », 2010, 282 p. Voir également, de François Dosse, *Le pari biographique. Écrire une vie*, Paris, La Découverte, 2004, 480 p. Nous avons pratiqué le genre biographique en tant de réfléchir au sens d'une telle démarche dans *Alfred Dreyfus. L'honneur d'un patriote*, Paris, Fayard, coll. « Biographies historiques », 2006, XII-1259 p., et dans *Le colonel Mayer, de l'affaire Dreyfus à de Gaulle. Un visionnaire en République*, Paris, Armand Colin, 2007, 424 p. (sous notre direction).

grâce à l'enquête et l'écriture, un savoir critique sur le passé, passé proche, lointain, passé commun ou étranger, passé tragique ou passé enchanté. Tous ceux qui contribuent à la recherche en définitive.

La recherche promeut un savoir critique. Celui-ci découle d'une interrogation sur une réalité sociale, politique, économique, intellectuelle, etc., d'une enquête sur la connaissance scientifique de cette question et d'un examen des sources disponible pour la comprendre, d'une analyse systématique des événements de courte ou de longue durée, des structures mentales des acteurs, des situations historiques héritées, des conflits et des représentations agissant dans la construction de la matière historique, enfin de l'écriture du récit de cette recherche et de ce savoir, une écriture au présent, méthodique et inspirée, claire et limpide, donnant de ce qui est révolu le sens du vivant, maintenant des lumières dans la nuit de l'oubli. Quel est l'avenir de ce monde, de cette volonté commune ?

La mise en histoire du passé est aussi ancienne que les civilisations de la tradition orale ou de l'écriture et du livre. Sa naissance comme activité spéciale de l'esprit, impliquant l'autonomie individuelle et politique (relative) de l'historien reconnu comme telle date de l'Antiquité grecque, et elle se relie à la naissance de la démocratie. En 1962, le premier ouvrage de l'historien, anthropologue et philosophe Jean-Pierre Vernant, *Les origines de la pensée grecque*, établissait cette relation essentielle entre la liberté intellectuelle et la liberté politique, entre la raison et la cité. « Je me suis d'abord interrogé sur les conditions qui ont rendu possible, au VI^e siècle av. J.-C. dans les colonies grecques d'Asie Mineure, l'émergence d'une pensée philosophique. Du Mythe à la Raison, que s'est-il maintenu, que s'est-il transformé dans le vocabulaire, l'outillage conceptuel, les modes de raisonnements et les grands cadres de la pensée, les principes logiques ? Il s'agissait pour moi, tout à la fois de cerner les changements, d'en mesurer l'ampleur et de les situer dans leur contexte historique. La raison grecque m'est ainsi apparue solidaire de toute une série de transformations sociales et mentales liées à l'avènement de la *polis*. Elle a surgi dans un contexte où pouvaient se développer la rhétorique, la sophistique, la démonstration de type géométrique, certaines formes d'histoire et de médecine, mais non la science expérimentale : une vision immanente au langage, à l'échange verbal, et qui vise à agir sur les hommes, à les convaincre ou les persuader plus qu'à transformer la nature. Dans ses limites, comme dans ses innovations, la raison grecque est bien fille de la cité.¹ » Les mutations que connut la Grèce, poursuivit Jean-Pierre Vernant, « n'intéressent pas seulement les formes du discours, les démarches de l'intelligence et les mécanismes du raisonnement ». L'art, la religion, furent aussi saisis

1. In Jean-Pierre Vernant, *Entre mythe et politique*, Paris, Le Seuil, coll. « La librairie du XX^e siècle », 1996, p. 35 (entretien avec M. Mounier-Kuhn).

par la modernité démocratique, à travers la création de « formes d'art neuves : poésie lyrique et théâtre tragique dans les arts du langage, sculpture et peinture, conçues comme des artifices imitatifs, comme des faux-semblants reproduisant l'apparence des choses réelles, dans les arts plastiques. Ces innovations marquent un changement de mentalité si profond qu'on a pu y voir comme l'acte de naissance de l'homme occidental.¹ » L'art ou la religion approfondissaient ainsi la naissance de la démocratie.

L'histoire fut alors entendue comme un antidote à la mort des civilisations ou la ruine des sociétés, comme une voie pour restaurer la démocratie ou du moins en maintenir l'idée et la nécessité chez les générations à venir. Le rôle de transmission du savoir s'imposa pour justifier l'écriture du passé, pour faire le récit des actes mémorables qui y furent accomplis. Et pour regarder alors le présent avec un point d'observation étranger, avec un point de vue critique en d'autres termes. Thucydide opéra toute cette tâche dans la guerre du Péloponnèse qui prend place comme la première œuvre historique qui fut jamais écrite, ouvrant la voie au genre scientifique de l'histoire comme à la figure professionnelle de l'historien et à la dimension éthique de l'intellectuel démocratique. Le devoir de vérité exposé par Thucydide dans *La guerre du Péloponnèse* et l'écriture historique qui en découla constituèrent en effet la réponse la plus élevée à la crise tragique qu'affronta la cité athénienne, menacée de l'extérieur par ses ennemis et corrompue de l'intérieur par l'impérialisme et la démagogie. L'historien accorda une grande place au discours prononcé par Périclès² pour les funérailles des premières victimes de la guerre. Héroïques pour leur courage, celles-ci justifiaient un hommage aux vertus civiques les plus hautes.³ « Un orateur, désigné par la république parmi les hommes les plus remarquables et les plus considérés, fait l'éloge funèbre qui s'impose », expliqua Thucydide. C'est ainsi qu'en restituant l'intégralité du discours de Périclès, *La guerre du Péloponnèse* proposait une définition rare de la démocratie.

Notre constitution politique n'a rien à envier aux lois qui régissent nos voisins ; loin d'imiter les autres, nous donnons l'exemple à suivre. Du fait que l'État, chez nous, est administré dans l'intérêt de la masse et non d'une mino-

1. In *ibid.*, p. 35-36.

2. Voir la biographie que Vincent Azoulay publie aux éditions Armand Colin, dans la collection « Nouvelles biographies historiques » dont elle constitue le premier titre. Le titre suivant, à paraître également en septembre 2010, est une biographie d'André Malraux, par Perrine Simon-Hahun.

3. Voir Nicole Loraux, *L'invention d'Athènes. Histoire de l'oraison funèbre dans la « cité classique »*, 1981, nouvelle édition abrégée augmentée d'une préface, Paris, Payot, coll. « Critique de la politique », 1993, 458 p.

rité, notre régime a pris le nom de démocratie. En ce qui concerne les différends particuliers, l'égalité est assurée à tous par les lois ; mais en ce qui concerne la participation à la vie publique, chacun obtient la considération en raison de son mérite, et la classe à laquelle il appartient importe moins que sa valeur personnelle ; enfin nul n'est gêné par la pauvreté et par l'obscurité de sa condition sociale, s'il peut rendre des services à la cité. La liberté est notre règle dans le gouvernement de la république et dans nos relations quotidiennes la suspicion n'a aucune place [...]. La contrainte n'intervient pas dans nos relations particulières ; une crainte salutaire nous retient de transgresser les lois de la république ; nous obéissons toujours aux magistrats et aux lois et, parmi celles-ci, surtout à celles qui assurent la défense des opprimés et qui, tout en n'étant pas codifiées, impriment à celui qui les viole un mépris universel. [...] C'est par nous-mêmes que nous décidons des affaires, que nous nous en faisons un compte exact : pour nous, la parole n'est pas nuisible à l'action, ce qui l'est, c'est de ne pas se renseigner par la parole avant de se lancer dans l'action. Voici donc en quoi nous nous distinguons : nous savons à la fois apporter de l'audace et de la réflexion dans nos entreprises. Les autres, l'ignorance les rend hardis, la réflexion indécis. Or ceux-là doivent être jugés les plus valeureux qui, tout en connaissant exactement les difficultés et les agréments de la vie, ne se détournent pas des dangers.¹

La restitution de ce document essentiel pour la connaissance du phénomène démocratique s'articulait, dans l'œuvre de Thucydide, avec la proposition d'une méthode d'exposition des faits qui annonça la naissance de l'histoire critique – après tout ce que les récits mythiques avaient pu produire. C'est même contre ceux-ci que l'historien se définissait et définissait sa pratique.

On n'accordera pas la confiance aux poètes, qui amplifient les événements, ni aux logographes qui, plus pour charmer les oreilles que pour servir la vérité, rassemblent des faits impossibles à vérifier rigoureusement et aboutissent finalement pour la plupart à un récit incroyable et merveilleux. On doit penser que mes informations proviennent des sources les plus sûres et présentent, étant donné leur antiquité, une certitude suffisante. [...] Quant aux événements de la guerre, je n'ai pas jugé bon de les rapporter sur la foi du premier venu, ni d'après mon opinion ; je n'ai écrit que ce dont j'avais été témoin ou pour le reste ce que je savais par des informations aussi exactes que possible. Cette recherche n'allait pas sans peine, parce que ceux qui ont assisté aux événements ne les rapportaient pas de la même manière et parlaient selon les intérêts de leur parti ou selon leurs souvenirs variables. L'absence de merveilleux dans mes récits les rendra peut-être moins agréables à entendre. Il me suffira que ceux qui veulent voir clair dans les faits passés

1. In Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Livre II, traduit par Jean Voilquin, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1966, p. 134-136.

et, par conséquent, aussi dans les faits analogues que l'avenir selon la loi des choses humaines ne peut manquer de ramener jugent utile mon histoire. C'est une œuvre d'un profit solide et durable plutôt qu'un morceau d'apparat composé pour une satisfaction d'un instant.¹

L'expression de la démocratie se liait ainsi, de manière décisive, avec la nécessité de l'histoire entendue comme une discipline intellectuelle recherchant la vérité des faits et se distinguant des mythes. La vérité était aussi ce qui définissait la démocratie athénienne et son éthique politique autant que sociale. La défense de la vérité dans la vie de la cité se confondit idéalement avec la recherche de la vérité dans l'écriture de l'histoire. Cette loi constitutive de l'ordre politique aussi bien que scientifique guida la constitution du récit historique dans l'Europe moderne et au début du XIX^e siècle, puis la formation de l'histoire romantique au milieu du siècle, enfin le mouvement de professionnalisation de l'histoire et des historiens dans la seconde moitié du XIX^e siècle. À sa manière, Chateaubriand se dressant en 1807 au nom de l'histoire contre le despotisme nourrissait le lien de l'histoire et de la liberté. Jules Michelet, figure de l'histoire romantique, agit avec la même vision lorsqu'il engagea le combat, sur la base d'œuvres érudites et analytiques, avec les jésuites au début des années 1840². Le lieu central de cette convergence était sa chaire du Collège de France, laquelle lui fut retirée en avril 1852 par l'empereur Napoléon III en raison de la trop grande dissidence de la pensée de l'historien. Michelet se donna aussitôt un nouveau lieu d'enseignement et de savoir à travers des ouvrages à la solennité de plus en plus définitive. La parution, l'année suivante de sa révocation, du livre III (tomes VI et VII) de *Histoire de la Révolution française*³, lui permit d'exposer dans une forme d'avertissement ses vues sur l'histoire qu'il qualifia de « voie royale ».

Pour nous, joyeuse ou mélancolique, lumineuse ou obscure, la voie de l'histoire a été simple, directe ; nous suivions la voie *royale* (ce mot pour nous veut dire populaire), sans nous laisser détourner aux sentiers tentateurs où vont les esprits subtils ; nous allions vers une lumière qui ne vacille jamais, dont la flamme devait nous manquer d'autant moins qu'elle était tout identique à celle que nous portons en nous. Nés peuple, nous allions au peuple.

Voilà pour l'intention. Mais la droite intention est chose si puissante en l'homme, quelle que soit sa faiblesse individuelle, que nous croyons, en cette œuvre, avoir avancé l'œuvre commune d'un pas. Dans cette construction pre-

1. Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Livre I, chapitre XXII, traduction de Jean Voilquin, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1966, p. 42.

2. Voir notamment *Les Jésuites* écrit en collaboration avec Edgar Quinet, 1843.

3. Pour la période 1793-1794.

mière, insuffisante, comme elle est, il y a plusieurs points solides, où nos camarades en histoire pourront mettre hardiment le pied, pour bâtir plus haut. Oui, qu'ils marchent sur nous sans crainte, nous serons heureux d'y aider et de leur prêter l'épaule.

Notre seul avantage à nous, c'était le travail antérieur, l'accumulation patiente des œuvres et des jours ; ce qui est commencement pour d'autres est pour nous un couronnement. Dix ans dans l'Antiquité, vingt ans dans le Moyen Âge, nous avons longuement contemplé le fonds sur lequel l'âge moderne bâtit aujourd'hui. Nous avons pu apprécier, peut-être mieux qu'on ne fait d'un regard rapide, où est la base solide, où seraient les points ruineux.¹

Contre la personnalisation de l'histoire, le culte du grand homme et le mythe du génie salvateur, Jules Michelet opposa un acteur collectif qu'il nomma « la France ». On peut y lire comme une sorte de nationalisme romantique déplacé. En réalité, la réflexion de l'historien est plus intéressante. Dans « la France », il considérait les humbles, les « simples » qui la composent, tous ceux que des écrivains comme Dante, Shakespeare et Luther virent et reconnurent. « Ils lui font la révérence, recueillent, écrivent ses paroles, se tiennent debout devant lui. C'est lui que le petit Shakespeare écoutait, gardant les chevaux, à la porte du spectacle ; lui que Dante venait entendre dans le marché de Florence. » Ces humbles que l'histoire des historiens devait désormais intégrer à sa compréhension des sociétés, Jules Michelet les envisageait aussi comme porteurs de la parole du « peuple », fondateurs même de la « conscience » de la France entière. Leur rôle dans l'histoire ne pouvait être direct, ils n'avaient pas le pouvoir d'agir en face des événements. Mais ils participaient pourtant à l'histoire en *constituant* des pensées collectives, des mentalités profondes qui méritent alors toute l'attention de l'historien.

Toute étude individuelle est accessoire et secondaire, auprès de ce profond regard de la France sur la France, de cette *conscience* intérieure qu'elle a de ce qu'elle fit. La part de la *science* n'en reste pas moins grande. Autant cette conscience est forte et profonde, autant aussi elle est obscure, a besoin que la science l'explique. La première garde et gardera les jugements qu'elle a portés ; mais les motifs des jugements, toutes les pièces du procès, les raisonnements souvent compliqués, par lesquels l'esprit populaire obtient des conclusions qu'on appelle simples, naïves, tout cela s'est effacé. Et c'est là que la science est chargée de retrouver. Voilà ce que nous demande la France, à nous autres

1. Jules Michelet, « De la méthode et de l'esprit de ce livre », in *Histoire de la Révolution française*, livre III, 1853, rééd. Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1979, tome I, p. 281-282.

historiens : non de faire l'histoire, elle est faite pour les points essentiels, moralement, les grands résultats sont inscrits dans la conscience du peuple ; mais de rétablir la chaîne des faits, des idées, d'où sortirent ces résultats.

Revenant sur les conséquences de sa réflexion historiographique pour l'écriture même de son livre, Jules Michelet confia qu'il s'était « dit et répété un mot » : « L'histoire, c'est le temps. » Il insista alors sur la méthode qui conduisait à la meilleure connaissance de l'histoire en retrouvant les caractères originaux des époques : « Cette pensée constante nous a empêché d'amener les questions avant l'heure, comme on le fait trop souvent. C'est une tendance commune de vouloir lire toutes les pensées d'aujourd'hui dans le passé, qui souvent n'y songeait pas. Pour ceux qui ont cette faiblesse, rien n'est plus facile. Toute grande question est éternelle ; on ne peut guère manquer de la retrouver à toute époque. Mais le fait de la science est de ne pas prendre ainsi ces côtés vagues et généraux des choses, ces caractères communs du temps, où ils se confondent ; au contraire, de *spécifier*, d'insister, pour chaque époque, sur la question vraiment dominante, et non d'y faire ressortir telle circonstance accessoire, qui se trouve en d'autres temps, qui peut-être de nos jours est devenue dominante, mais ne l'était pas alors.¹ »



L'exemple de Jules Michelet soulignait comment l'exigence de liberté de l'historien le dirigeait vers un approfondissement de sa discipline. L'arrivée de la République au tournant des années 1870 en France et la proclamation du patriotisme républicain allaient poser aux historiens un sérieux défi puisqu'un tel régime théoriquement de liberté pouvait les mettre logiquement à son service. Certains du reste ne se privèrent pas de le proclamer, en particulier Ernest Lavisse, « instituteur national » selon l'expression de Pierre Nora dans *Les Lieux de mémoire*². Son ami mais aussi son concurrent dans l'*imperium* historien, Gabriel Monod, envisagea pour sa part une relation moins déterministe entre l'histoire et la nation. La rencontre pouvait s'opérer à condition que l'une et l'autre conservent l'horizon de la vérité. En 1876, les progrès de la discipline comme l'évolution politique de la France répondaient à cette exigence morale dont l'historien constatait la possibilité dans l'avant-propos du premier numéro de la *Revue historique*.

Grâce aux progrès des sciences et des méthodes scientifiques, l'histoire possède aujourd'hui de merveilleux moyens d'investigation. Par la philologie

1. *Ibid.*, p. 290-291.

2. In Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, tome I, *La République*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque illustrée des histoires », 1984, p. 247-289.

comparée, par l'anthropologie, par la géologie elle-même, elle plonge ses regards dans des époques pour lesquelles les monuments font défaut aussi bien que les textes écrits. Des sciences accessoires, la numismatique, l'épigraphie, la paléographie, la diplomatie, lui fournissent des documents d'une autorité indiscutable. Enfin, la critique des textes, établie sur des principes et des classifications vraiment scientifiques, lui permet de reconstituer, sinon dans leur pureté primitive, du moins sous une forme aussi peu altérée que possible tous les écrits historiques, juridiques, littéraires qui ne nous ont pas été conservés dans des manuscrits originaux et autographes. Ainsi secondée, armée de pareils instruments, l'histoire peut, avec une méthode rigoureuse et une critique prudente, sinon découvrir toujours la vérité complète, du moins déterminer exactement sur chaque point le certain, le vraisemblable, le douteux et le faux... [...]

Notre époque plus que toute autre est propre à cette étude impartiale et sympathique du passé. Les révolutions qui ont ébranlé et bouleversé le monde moderne ont fait évanouir dans les âmes les respects superstitieux et les vénération aveugles, mais elles ont fait comprendre en même temps tout ce qu'un peuple perd de force et de vitalité quand il brise violemment avec le passé. En ce qui touche spécialement la France, les événements douloureux qui ont créé dans notre patrie des partis hostiles se rattachant chacun à une tradition historique spéciale, et ceux qui plus récemment ont mutilé l'unité nationale lentement créée par les siècles, nous font un devoir de réveiller dans l'âme de la nation la conscience d'elle-même par la connaissance approfondie de son histoire. C'est par là seulement que tous peuvent comprendre le lien logique qui relie toutes les périodes du développement de notre pays et même toutes ses révolutions ; c'est par là que tous se sentiront les rejetons du même sol, les enfants de la même race¹, ne reniant aucune part de l'héritage paternel, tous fils de la vieille France, et en même temps tous citoyens au même titre de la France moderne.

C'est ainsi que l'histoire sans se proposer *d'autre but et d'autres fins que le profit qu'on tire de la vérité*, travaille d'une manière secrète à la grandeur de la Patrie en même temps qu'au progrès du genre humain.²

L'historien introduit ici une donnée essentielle, elle-même constitutive de la naissance de l'histoire professionnelle telle que le proclame et l'incarne le premier numéro de la *Revue historique*. L'éthique de vérité qui définit la discipline la dirige simultanément vers la mise en œuvre de dispositifs puissants de recherche, et vers l'engagement dans la vie nationale (et

1. Il faut entendre ici « race » dans un sens culturel signifiant le « peuple », et non dans une acceptation raciale.

2. Gabriel Monod, *Revue historique*, 1876.

même internationale) afin de la doter d'une unité librement consentie, faite de liberté et de raison¹. Cela signifie que le développement du caractère scientifique de l'histoire est consubstantiellement lié au progrès de la vie démocratique, et réciproquement. L'histoire ne devient plus seulement une discipline en construction. Elle s'impose à travers sa connaissance – voire à travers la pratique de connaissance qu'elle offre aux individus comme aux groupes – comme le fondement des consciences publiques. Et seules celles qui se reposent sur l'histoire peuvent contribuer au bien commun et à l'avenir d'une nation. La réflexion de Gabriel Monod est à cet égard très moderne si l'on songe à tous les défis de réconciliation qui pèsent dans de nombreuses nations du monde affrontant les traumatismes d'un proche passé, guerres civiles, génocides, dictatures. L'histoire concourt fortement, et même décisivement, à la fabrique des identités démocratiques. Son importance dans l'espace public et politique découle de l'éthique de vérité qu'elle développe en tant que discipline scientifique. Cette éthique est d'autant plus importante à faire vivre dans les sociétés démocratiques qu'elle équilibre l'ordre politique dominé par l'éthique de responsabilité, selon les thèses de Max Weber. Dans *Le savant et le politique*, un recueil de deux conférences prononcées en 1919, le philosophe et sociologue allemand analysa la « vocation » respective de la science et de la politique². Il souligna qu'en face de la politique, la science avait une tâche d'éclaircissement des fins qui avait comme conséquence ultime de permettre aux sujets d'une société de devenir des citoyens pensants et critiques.

Si nous sommes, en tant que savants, à la hauteur de notre tâche (ce qu'il faut évidemment présupposer ici), nous pouvons alors obliger l'individu à *se rendre compte du sens ultime de ses propres actes*, du moins l'y aider. Il me semble que ce résultat n'est pas tellement négligeable, même en ce qui concerne la vie personnelle. Lorsqu'un professeur obtient ce résultat je suis alors enclin à dire qu'il est au service de puissances « morales », à savoir le devoir de faire naître en l'âme des autres la clarté et le sens de la responsa-

1. Gabriel Monod est ici très proche des idées d'Ernest Renan sur la nation. En 1882, ce dernier prononça à la Sorbonne sa célèbre conférence intitulée « Qu'est-ce qu'une nation ? ». Écartant la race, la langue, la religion, la géographie, la communauté des intérêts, il répondit : « Une nation est une âme, un principe spirituel. » Il précisa : « Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. » (« Qu'est-ce qu'une nation ? » [1882], in *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Presses Pocket, 1992, p. 54).

2. Max Weber, *Le savant et le politique*, préface de Raymond Aron, Paris, Plon, 1959, coll. « 10/18 », p. 79-82.

bilité. Je crois qu'il lui sera d'autant plus facile d'accomplir cette œuvre qu'il évitera par scrupule d'imposer ou de suggérer personnellement à ses auditeurs une conviction.¹

Cette « œuvre de *clarté* » que peuvent les savants donner ainsi une chance aux « valeurs suprêmes les plus sublimes de la vie publique », qui, pour Max Weber, « ont trouvé refuge soit dans le royaume transcendant de la vie mystique soit dans la fraternité des relations directes et réciproques entre individus isolés ». Mais la capacité civique supérieure du savant ne découle pas d'une quelconque supériorité de statut, celle que dénonce justement le sociologue. Pour exister, pour permettre cette critique des faits politiques et sociaux, elle doit s'appuyer sur une autre dimension critique, cette fois en direction de la science concernant ses fins et débouchant précisément sur une mise en cause des formes de spécialisation qui favorisent, d'une certaine manière, la soumission du scientifique, sa naïveté, et la tentation de l'adéquation mécanique science-société. Ce pouvoir critique qui découle de l'ordre scientifique n'appartient pas en propre aux savants, et peut caractériser d'autres intellectuels. Mais c'est la pratique de la recherche scientifique qui apporte cet esprit critique – on dira « esprit scientifique » –, atout important voire majeur dans le combat politique des intellectuels. L'engagement des savants – auxquels appartiennent pleinement les historiens – s'explique donc par la rencontre entre deux dimensions critiques qui indiquent des mutations essentielles, dans la science d'une part qui est réinvestie par la raison, dans la politique de l'autre qui l'est par le citoyen. Ce qui détermine le savant à devenir alors un intellectuel est le rapport qu'il instruit *comme savant* avec la vérité, cette relation lui permettant à la fois de poursuivre inlassablement ses recherches, de repérer des formes d'arbitraire dans la politique et de se défier des amalgames science-société.²

L'attachement à l'horizon de vérité rapprochant la patrie de la science expliqua pourquoi beaucoup d'historiens et de savants s'engagèrent dans l'affaire Dreyfus. L'événement décida même de la naissance de l'histoire contemporaine et du choix des historiens d'affronter la connaissance du présent, c'est-à-dire de l'avenir. La tradition intellectuelle, qui voulait que l'étude du passé éclairât la compréhension du présent, fut renversée. Désormais, comme l'écrivit Gabriel Monod dans ses *Leçons de l'histoire* qui suivit l'événement, le passé doit être compris « à la lueur du présent ».

1. *Ibid.*, p. 88-91.

2. Nous renvoyons à ce sujet à l'introduction de notre thèse de doctorat d'histoire, *L'usage des savoirs. L'engagement des savants dans l'affaire Dreyfus, 1894-2006*, sous la direction de Dominique Kalifa, Université de Paris 1-Panthéon Sorbonne, juin 2009, 2 vol., 1069 p.

Prenons comme exemple des événements rapprochés de nous, cette affaire Dreyfus dont nous sommes encore tout troublés et frémissants. Rien ne peut mieux nous faire comprendre quelle riche source d'enseignements, de leçons peut être l'histoire : leçons de politique et leçons de morale. Tout d'abord n'avons-nous pas mieux compris le passé à la lueur du présent, compris comme nous ne l'avions jamais fait jusque-là, les guerres de religion, la Ligue, la Révolution ; compris comment des foules pacifiques peuvent, aveuglées par le préjugé, devenir haineuses et meurtrières, comment des passions nobles, telles que l'amour de la patrie, peuvent être perverties et égarées jusqu'au crime par des idées fausses ? N'y avons-nous pas appris comment le milieu, l'éducation, les partis pris religieux ou politiques peuvent faire voir les mêmes faits sous des jours tout différents à des esprits, je ne dis pas également éclairés, mais également sincères ? N'y avons-nous pas pris des leçons d'indignation, de colère, et aussi d'indulgence, de tolérance et de pitié ? Sans doute, l'affaire Dreyfus est de toutes les erreurs judiciaires connues dans l'histoire celle où le triomphe de l'injustice est le plus complet et le plus éclatant. [...]

N'est-il pas une des plus grandes leçons de politique et de morale que nous connaissions ? Cette leçon s'adresse à ceux mêmes (sic) qui ont eu l'honneur de prendre part à cette lutte glorieuse. Elle leur donne les remords d'avoir tant tardé à dire leurs doutes et à provoquer la révision de ce procès. Enfin, le mouvement unanime qui a soulevé la conscience de l'univers entier en faveur de Dreyfus est une des plus belles leçons de solidarité humaine que le monde ait jamais entendues. Elle nous apprend que toutes les nations sont les membres d'une même famille, d'un même corps, et qu'une injustice commise à Paris, à Rennes, à Berlin, à Constantinople, aux Philippines ou au Transvaal porte préjudice à tous les peuples ensemble. Combien d'autres leçons peuvent être tirées de ces deux années de révolution morale ? Quelles lumières elles ont jeté sur la psychologie de notre peuple, de notre armée, de nos corps politiques, sur les vices de leur constitution morale, sur les dangers qui menacent notre avenir ! Aurions-nous su sans elles que le virus boulangiste était à ce point vivant et agissant en nous ? Aurions-nous su la puissance de l'antisémitisme et à quels crimes il peut conduire ceux qu'aveugle ce préjugé fait de sottise, de fanatisme, d'envie et de cruauté ? Aurions-nous su tout ce qu'il y a de sève généreuse dans les masses ouvrières et à quel point leurs aspirations de justice sociale ont ouvert leur cœur à l'idée de justice dans tous les domaines ? Aurions-nous senti à ce point sans cette expérience la nécessité de nous mêler à elles comme nous essayons de le faire par nos Universités populaires ? Si je ne craignais pas d'être taxé de paradoxe, j'irais jusqu'à dire qu'il était bon que Dreyfus fût condamné une seconde fois à Rennes pour que la leçon fût complète. Nous n'étions pas dignes qu'il fût acquitté.¹

1. Gabriel Monod, *Les leçons de l'histoire*, Paris, Librairie Paul Ollendorff, 1902, p. 18-22.

La dernière « leçon de l'histoire » sur laquelle Gabriel Monod veut attirer l'attention se relie à ce qu'il écrivait en 1876 dans la *Revue historique* : « L'histoire est un enseignement de patriotisme. C'est par l'histoire seule qu'on peut inspirer à une nation un patriotisme conscient, juste, humain et bienfaisant.¹ » Les historiens opérèrent ainsi une déconstruction critique du concept de nation et de ses usages politiques. Alliée au nationalisme, celle-ci avait en effet miné les fondements de la pensée historique et menacé les principes de la liberté démocratique. Comme le relève Madeleine Rebérioux, « entre méthode et fonction nationale, le coin va s'enfoncer² ». Ébranlés dans leur conception du patriotisme, les historiens français répondirent par un approfondissement de la discipline et de nouvelles propositions en faveur du rôle social de l'historien. Les sciences sociales naissantes, la psychologie, la sociologie, furent convoquées pour tenter d'étudier les pathologies collectives responsables de l'Affaire. L'histoire elle-même fut soumise à leur critique avec la controverse de 1903³. Elle opposa François Simiand, jeune économiste proche des milieux durkheimiens, reprochant à la méthode historique de s'arrêter au moment où, précisément, s'imposait l'interprétation des faits qu'elle avait établis, et l'historien Charles Seignobos qui montra, par un article de 1909, « La méthode historique appliquée aux sciences sociales », que le débat n'avait pas été vain. La controverse profita surtout aux historiens qui, après la Première Guerre mondiale, reconnurent la nécessité d'ancrer l'histoire dans une réflexivité élargie, une critique d'elle-même la protégeant de la soumission à la nation. L'embrigadement des historiens, de part et d'autres des nations belligérantes, et la dégradation de l'éthique de vérité sous l'effet des proclamations nationalistes de la science, ébranlèrent la foi dans le savoir historique et l'indépendance des historiens⁴. Les milieux scientifiques français furent particulièrement touchés puisqu'ils avaient, avec l'affaire Dreyfus, élevé très haut cette éthique de la vérité et le lien qu'elle fondait entre la cité et la recherche.

Pour arracher l'histoire au risque des usages politiques et idéologiques, les historiens de la revue des *Annales*, dont les deux fondateurs en 1929, Marc Bloch et Lucien Febvre, optèrent pour un repli de la discipline dans la

1. *Ibid.*, p. 23.

2. In Madeleine Rebérioux, « Histoire, historiens et dreyfusisme », *Revue historique*, « Le Centenaire de la *Revue historique* », n° 518, avril-juin 1976, p. 415.

3. Voir la bibliographie en fin de volume, et, de Madeleine Rebérioux également, « Le débat de 1903. Historiens et sociologues », in Charles-Olivier Carbonell et Georges Livet (dir.), *Au berceau des « Annales »*, Actes du colloque de Strasbourg de 1979, Toulouse, Presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse, 1983, p. 219-230.

4. Voir notamment Christophe Prochasson et Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie. Les intellectuels et la Première Guerre mondiale*, Paris, La Découverte, coll. « Texte à l'appui/Série L'aventure intellectuelle du xx^e siècle », 1996, 303 p.

sphère scientifique – là où elle pourrait trouver les conditions d'un élargissement et même d'une refondation. Mais le prix à payer était l'abandon de tout engagement dans la sphère civique avec, pour conséquence, une forme implicite d'encouragement de cette dernière à se désintellectualiser. Marc Bloch le reconnut en 1940, au lendemain de la débâcle des armées françaises et du patriotisme républicain dans l'ouvrage qui constitue une manière de fil rouge de ce livre présent, *L'Étrange défaite. Témoignage écrit en 1940*¹. Il formula une critique très appuyée quant à l'insuffisante implication des historiens dans la cité, renoncement d'autant plus grave qu'ils avaient compris pour la plupart la gravité des menaces présentes. Ce qui les a empêchés de communiquer à la société ces analyses et d'en faire des outils d'action, c'est à la fois un manque de volonté dans la sphère scientifique et une absence de moyens de transmission dans la sphère civique.

J'appartiens à une génération qui a mauvaise conscience. De la dernière guerre, c'est vrai, nous étions revenus fatigués. Nous avions aussi, après ces quatre ans d'oisiveté combattante, grande hâte de reprendre sur l'établi, où nous les avions laissés envahir par la rouille, les outils de nos divers métiers : nous voulions, par des bouchées doubles, rattraper le travail perdu. Telles sont nos excuses. Je ne crois plus, depuis longtemps, qu'elles suffisent à nous blanchir.

Nous sommes beaucoup à avoir mesuré, très tôt, l'abîme où la diplomatie de Versailles et la diplomatie de la Ruhr menaçaient de nous précipiter. Nous comprenions qu'elles réussissaient ce merveilleux coup double : nous brouiller avec nos alliés de la veille ; maintenir toute saignante, notre antique querelle avec les ennemis que nous venions à grand-peine de vaincre. Or, nous n'ignorions pas ce que représentaient de puissance latente et la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Les mêmes hommes, ou peu s'en faut, que nous avons vu nous conseiller, aujourd'hui avant même que l'heure en eût sonné, la triste sagesse de Louis XVIII, nous engageaient alors à la magnificence de Louis XIV. Nous n'étions pas assez sots pour croire, avec eux, que dans une France appauvrie, relativement dépeuplée et d'un potentiel industriel médiocre, une pareille politique fût de saison : si tant est qu'elle l'ait jamais été. Comme nous n'étions pas prophètes, nous n'avions pas deviné le nazisme. Mais nous prévoyions bien que, sous une forme dont nous nous avouions incapables de dessiner, avec précision, les contours, le sursaut allemand viendrait, un jour, alimenté par les rancunes, dont nos folies multipliaient la semence, et que son déclenchement serait terrible. Si l'on nous avait interrogés sur l'issue vraisemblable d'une seconde guerre, nous aurions répondu, sans doute, par l'espoir d'une seconde victoire. Mais, sans nous dissimuler que, dans cette tourmente renouvelée, la civilisation européenne risquait de sombrer à jamais. Nous sentions, d'autre part, dans l'Allemagne d'alors, la montée encore timide de bonnes volontés, franchement pacifiques, honnête-

1. Sur les différentes éditions de *L'Étrange défaite*, voir la note 1, page 144 de ce livre.

ment libérales, qu'il ne tenait qu'à nos chefs d'encourager. Nous savions tout cela. Et pourtant, paresseusement, lâchement, nous avons laissé faire. Nous avons craint le heurt de la foule, les sarcasmes de nos amis, l'incompréhensif mépris de nos maîtres. Nous n'avons pas osé être, sur la place publique, la voix qui crie, d'abord dans le désert, mais du moins, quel que soit le succès final, peut toujours se rendre la justice d'avoir crié sa foi. Nous avons préféré nous confiner dans la craintive quiétude de nos ateliers. Puissent nos cadets nous pardonner le sang qui est sur nos mains !

Tout ce qu'on a lu plus haut sur les faiblesses qui, peu à peu, minaient la robuste santé du pays, sur la léthargie intellectuelle des classes dirigeantes et leurs rancœurs, sur les illogiques propagandes dont les mixtures frelatées intoxiquaient nos ouvriers, sur notre gérontocratie, sur le malaise de l'armée, dans la nation, tout cela ou presque tout, il y a longtemps que nous nous le murmurions, entre amis choisis. Combien ont eu le cran de parler plus fort ? J'entends bien, nous n'avions pas des âmes de partisans. Ne le regrettons pas. Ceux d'entre nous qui, par exception, se laissèrent embrigader par les partis, finirent presque toujours par en être les prisonniers beaucoup plus que les guides. Mais ce n'était pas dans les comités électoraux que nous appelait notre devoir. Nous avons une langue, une plume, un cerveau.

La « situation de bons ouvriers » incapables dans le même temps d'être de « bons citoyens » conduit Marc Bloch à revenir sur les choix scientifiques défendus par les *Annales*, et à les critiquer sévèrement. L'insistance mise sur les forces collectives, la récusation de l'autonomie des acteurs dans l'histoire interdisaient à l'historien de s'engager puisqu'il serait allé contre son projet scientifique.

Adeptes des sciences de l'homme ou savants de laboratoires, peut-être fûmes-nous aussi détournés de l'action individuelle par une sorte de fatalisme, inhérent à la pratique de nos disciplines. Elles nous ont habitués à considérer, sur toutes choses, dans la société comme dans la nature, le jeu des forces massives. Devant ces lames de fond, d'une irrésistibilité presque cosmique, que pouvaient les pauvres gestes d'un naufragé ? C'était mal interpréter l'histoire. Parmi tous les traits qui caractérisent nos civilisations, elle n'en connaît pas de plus significatif qu'un immense progrès dans la prise de conscience de la collectivité. Là est la clé d'un grand nombre, de contrastes qui, aux sociétés du passé, opposent, si crûment, celles du présent. Une transformation juridique, dès lors qu'elle est perçue, ne se produit pas de la même façon que si elle était demeurée purement instinctive.

Les échanges économiques n'obéissent pas aux mêmes lois, selon que les cours des prix sont ou non connus de l'ensemble des participants. Or, de quoi est faite cette conscience collective, sinon d'une multitude de consciences individuelles, qui, incessamment, influent les unes sur les autres ? Se former une idée claire des besoins sociaux et s'efforcer de la répandre, c'est introduire un grain de levain nouveau, dans la mentalité commune ; c'est se donner une chance de la modifier un peu et, par suite, d'incliner, en quelque mesure,

le cours des événements, qui sont réglés, en dernière analyse, par la psychologie des hommes. Avant tout, nous étions requis, une fois de plus, par la tâche quotidienne. Il ne nous reste, pour la plupart, que le droit de dire que nous fûmes de bons ouvriers. Avons-nous toujours été d'assez bons citoyens ?

Marc Bloch entreprit alors d'être à nouveau un « bon citoyen » tout en conservant les exigences scientifiques qui étaient les siennes. Comme *la Recherche du temps perdu* fut l'œuvre qui amena *le Temps retrouvé*, *l'Étrange défaite* de 1940 permit à Marc Bloch de refaire le lien entre pratique scientifique et exigence civique, un peu à la manière d'un Thucydide écrivant *l'Histoire de la guerre du Péloponnèse*. Il passa pour cela par l'histoire la plus immédiate, l'effondrement de 1940 qu'il dénomma l'« étrange défaite » et dont l'autopsie la plus complète aboutissait à imaginer l'avenir. S'il concédait que sa science ne lui permettait pas de définir la forme de la victoire future, il n'en conservait pas moins la certitude. Celle-ci n'émanait pas d'un optimisme naïf faisant de la marche des démocraties un mouvement inexorable. Marc Bloch fondait sa conviction sur l'« examen de conscience » qu'il venait d'opérer dans son livre et qui le réinstaurait comme historien.

Je ne sais quand l'heure sonnera où, grâce à nos Alliés, nous pourrons reprendre en main nos propres destinées. Verrons-nous alors des fractions du territoire se libérer les unes après les autres ? Se former, vague après vague, des armées de volontaires, empressées à suivre le nouvel appel de la Patrie en danger ? Un gouvernement autonome poindra quelque part, puis faire tache d'huile ? Ou bien un élan total nous soulèvera-t-il soudain ? Un vieil historien roule ces images dans sa tête. Entre elles, sa pauvre science ne lui permet pas de choisir. Je le dis franchement : je souhaite, en tout cas, que nous ayons encore du sang à verser : même si cela doit être celui d'êtres qui me sont chers. (Je ne parle pas du mien, auquel je n'attache pas tant de prix.) Car il n'est pas de salut sans une part de sacrifice ; ni de liberté nationale qui puisse être pleine, si on n'a travaillé à la conquérir soi-même¹.

Il entreprit de « rattraper le temps perdu », comme il le confia en août 1941 à Lucien Febvre². On peut affirmer qu'il le fit de belle manière, continuant de travailler comme historien et agissant comme résistant, réinstallant la vérité au cœur de ces pratiques scientifiques et civiques. Lucien Febvre, qui ne fit pas de résistance militaire et qui n'adopta pas non plus une attitude de résistance civile, rendit hommage, dans *Les Annales* renaissantes de la Libération, à son ami dans « Marc Bloch 1886-1944. De l'histoire au martyr ». Presque

1. Marc Bloch, *L'Étrange défaite. Témoignage écrit en 1940*, préface de Stanley Hoffmann, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1990, p. 202-207.

2. Marc Bloch, Fougères, 17 août 1941, cité in Marc Bloch et Lucien Febvre, *Correspondance*, édition établie par Bertrand Müller, tome III, Paris, Fayard, 2003, p. 170.

toute la livraison fut consacrée à l'œuvre, à la vie et à la mort de l'historien, avec de multiples témoignages du « temps de la clandestinité ». Il dépeignit Marc Bloch sous le sceau de l'unicité. Unicité dans le travail historique, unicité dans l'engagement citoyen, unicité de la pratique scientifique et de l'action civique sous le sceau de la liberté. Lucien Febvre fonda son évocation sur ce principe qui définissait l'historien. « Un seul Marc Bloch. Le même. Et il le savait bien.¹ »

Un seul Marc Bloch. Celui qui, pour ne jamais rester asservi à une « autorité » scientifique, se donnait librement, patiemment, cette magnifique culture que Paul Étard décrivait : apprendre les unes après les autres toutes les langues nécessaires à un historien, non seulement de l'Europe moderne, mais de l'Europe au berceau [...]. Un seul Bloch, oui, en vérité – et celui-là même qui, accordant au plus profond de lui ces deux natures, unissant l'historien au citoyen, le savant, rédigeait, le 18 mars 1941, le texte admirable dans sa sincérité – le texte, qu'on a lu, de ses volontés dernières et de son testament spirituel.²

L'émotion qui transparaît dans ces lignes et qui confère, excessivement peut-être, de la gravité à son évocation, s'explique par la proximité des événements tragiques de la mort de Marc Bloch. Elle peut s'expliquer également, si l'on suit par exemple l'historien Philippe Burrin, très critique sur le comportement de Lucien Febvre durant la guerre³, par le souci d'identifier *Les Annales* et sa propre personne au destin héroïque de Marc Bloch. Il n'en demeure pas moins qu'est proposée ici une réflexion essentielle sur l'histoire. L'insistance portée sur le testament de Marc Bloch rappelle comment peut se déployer, devant la mort, une pensée de l'avenir. C'est retrouver ici l'héritage grec et le travail de Nicole Loraux sur le futur de la démocratie révélée dans l'oraison funèbre. Tout ce qu'écrit ici Lucien Febvre, consacré à un homme qui ne peut plus exister que dans le passé, concerne l'avenir de l'histoire. Marc Bloch était « un », le savant et le résistant jamais séparés, comme était « un » le sujet de ses recherches, de l'histoire nouvelle qu'il construisait avec lui,

1. Lucien Febvre, « De l'histoire au martyr, Marc Bloch 1886-1944 », *Annales d'histoire sociale*, « Hommages à Marc Bloch », 1945, p. 4.

2. *Ibid.*, p. 10.

3. Voir Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Le Seuil, coll. « L'Univers historique », 1995, rééd. coll. « Points histoire », 564 p. : chapitre 20, « Science et présence », p. 322-328. La famille de Lucien Febvre et des spécialistes comme Brigitte Mazon (éditrice avec Thérèse Charmasson de *Lucien Febvre, « Honneur et patrie »*, Paris, Perrin, 1996, rééd. coll. « Agora », 2001, 379 p., et éditrice de *Lucien Febvre, Vivre l'histoire*, préface de Bertrand Müller, Paris, Robert Laffont/Armand Colin, coll. « Bouquins », 2009, 1109 p.), contestèrent vivement les conclusions de l'historien relatives aux « accommodements » de Lucien Febvre sous l'Occupation.

« histoire humaine, histoire synthétique. Car elle ne découpe pas l'Homme en fonctions séparées : là, les agitations de l'*homme politique* ; là, les prières de l'*homo religiosus* ; là, les passions mercantiles de l'*homo æconomicus* ; non, l'homme. Rien que l'homme. L'homme qui se met tout entier dans l'homme. [...] Non, pas les origines. Pas seulement, pas uniquement, pas essentiellement les origines. Tout le film, d'un bout à l'autre (si tant est qu'il y ait deux bouts). Et même, s'il le faut, le film déroulé à l'envers. Puisqu'après tout, la seule pellicule qui court le risque d'être vraiment lisible, c'est la dernière...¹ ».

Comme Marc Bloch était « un », cette histoire nouvelle, cette histoire des *Annales* était « une » aussi, « histoire humaine » opposée aux découpages, aux limites de l'« histoire imbécile » que dénonçait Lucien Febvre dans la même oraison funèbre, « histoire humaine, histoire ingénieuse. Et active. Histoire qui ne laisse jamais l'historien passif. Histoire qui ne fait pas de lui le serf aveugle du document. Au commencement, au milieu, à la fin le document ? Rien que le document ? – Non. Au commencement, au milieu, à la fin, *l'esprit*. L'esprit qui cherche. L'esprit qui court parmi les faits comme le feu parmi les branches² ».

Dans l'éditorial de ce numéro de la Libération précédant l'hommage à Marc Bloch, Lucien Febvre avait annoncé un nouveau programme pour *les Annales* tout en conservant la tradition dont la revue était porteuse. L'étude du passé était davantage articulée avec celle du présent, et réciproquement, comme une illustration du legs de l'historien disparu, une fidélité critique, active : « les *Annales* seront amenées (et elles en acceptent l'idée avec joie) à mettre de préférence, et plus que par le passé, pendant quelque temps au moins, l'accent, ne disons pas sur le présent – mais sur la part la plus proche du passé. Pendant des années, nous avons tout ignoré du monde et de ses destins. Pendant des années, Français demeurés en France, nous avons tout ignoré de la France même et du travail qui s'opérait dans ses profondeurs. Nous revoici, en 1945, face à face avec une Terre, avec une patrie presque inconnue. Le pire serait que nous continuions à voir cette Terre et cette patrie avec les mêmes yeux qu'autrefois – sans savoir à quel point elles ont pu changer. Où va la France ? Où va le monde ? Questions primordiales. Nous nous les poserons en historiens. » Cela signifie que les *Annales*, pour Lucien Febvre, joueront un rôle central dans cette connaissance. « Elles entendent conduire les historiens de vocation et de métier à s'intéresser activement – en historiens – aux spectacles du temps présent. Et, en même temps, elles

1. Lucien Febvre, « De l'histoire au martyre, Marc Bloch 1868-1944 », art. cit., p. 6.

2. *Ibid.*, p. 7.

veulent amener à s'intéresser au passé les hommes qui, de tout leur labeur, travaillent à forger l'édifice de ces temps. Telle fut, dès 1929. Telle reste, en 1945, leur ambition.¹ »

Pour Lucien Febvre, Marc Bloch incarnait tout entier ce lien retrouvé entre passé et présent. Dans « la personne d'un homme agissant dans sa vie et grand dans sa mort », s'incarnaient « et le culte du passé : c'était un historien, dans toute la force du terme – et le culte du présent : c'était un citoyen, et un Français, dans toute la noblesse de ces deux mots² ». Il était temps avec lui de rapprocher les deux espaces temporels. Approfondir leurs liens, c'est aller logiquement vers l'étude biographique d'historiens comme Marc Bloch, engagé dans la recherche comme dans la résistance. Logiquement, ce livre *L'avenir de l'histoire* propose de telles études biographiques. L'histoire pouvait être un engagement scientifique ; la description que Febvre donna du futur de la recherche soulignait toute l'action qu'impliquait cette dernière. L'expérience de l'engagement civique pouvait à l'inverse ouvrir les yeux du chercheur et l'amener à penser l'avenir ; l'histoire pouvait se donner l'avenir comme horizon de pensée ; dans la dernière partie de sa vie, Marc Bloch vu par Lucien Febvre était bien « l'homme qui, les yeux grands ouverts, ne cessait de regarder autour de lui l'histoire en train de se faire, [...] l'homme qui, prenant pour objet de méditation, tour à tour, “les fausses nouvelles de la Grande Guerre”, les défaillances des états-majors et de leurs chefs, les échecs et les réussites de sa vie clandestine, *jamais* ne faisait de l'Histoire sans une référence au présent ; mais jamais, non plus, il ne s'abandonnait au fil de la vie sans remonter, en pensée, aux sources éruptives dont cette vie sortait...³ ».

Ce tournant du présent, de l'avenir et des sciences sociales, Marc Bloch l'avait préparé au moment le plus crucial et le plus tragique de l'effondrement français. *L'Étrange défaite* affirme haut et fort que « sans se pencher sur le présent, il est impossible de comprendre le passé ». Marc Bloch inversait là la morale habituelle des historiens posant que la compréhension du présent dépend de la connaissance du passé. Et que telle est la raison de son étude. Venir au présent signifiait transformer et la pratique de l'histoire et la conception du temps. La reconnaissance du présent dans le travail historique ne faisait pas seulement qu'ouvrir un nouveau champ à l'intervention des chercheurs – et que concrétisa en 1947 le programme inaugural de la VI^e Section de l'École

1. Lucien Febvre, « À nos lecteurs », *Annales d'histoire sociale*, *op. cit.*, p. II.

2. *Ibid.*, p. II-III.

3. *Ibid.*, p. 9-10.

pratique des hautes études. Elle autorisait de penser l'avenir, c'est-à-dire de se déprendre de la fatalité des événements et de défendre une liberté accrue de l'historien dans la recherche comme dans la politique. Le temps du repli dans les laboratoires, du « fatalisme, inhérent à la pratique de nos disciplines », était terminé. La preuve en était la confiance retrouvée dans le pouvoir de l'histoire en face du futur, occasion de redéfinir la discipline comme Marc Bloch s'y essaya, dans *Apologie pour l'histoire* aussi bien que dans *L'Étrange défaite*, deux œuvres complémentaires et contemporaines de la guerre.

L'histoire est, par essence, science du changement. Elle sait et elle enseigne que deux événements ne se reproduisent jamais tout à fait semblables, parce que jamais les conditions ne coïncident exactement. Sans doute reconnaît-elle, dans l'évolution humaine, des éléments sinon permanents du moins durables. C'est pour avouer, en même temps, la variété, presque infinie, de leurs combinaisons. Sans doute admet-elle, d'une civilisation à l'autre, certaines répétitions, sinon trait pour trait, du moins dans les grandes lignes du développement. Elle constate alors que, des deux parts, les conditions majeures ont été semblables. Elle peut s'essayer à pénétrer l'avenir ; elle n'est pas, je crois, incapable d'y parvenir. Mais ses leçons ne sont point que le passé recommence, que ce qui a été hier sera demain. Examinant comment hier a différé d'avant-hier et pourquoi, elle trouve, dans ce rapprochement, le moyen de prévoir en quel sens demain, à son tour, s'opposera à hier.

Ce que démontre ici Marc Bloch, c'est la relation décisive entre la possibilité d'une pensée historienne sur l'avenir et la nécessité, simplement, de penser l'histoire comme discipline de savoir et pratique de recherche. La réflexivité critique, qui n'est toujours pas partagée par tous les historiens et qui l'était encore à l'époque des premières *Annales*, apparaît ici comme une donnée essentielle d'agir sur la vie même. Rien n'est fatal, même une défaite comme la débâcle de 1940, tout est susceptible d'avenir à condition d'analyser les événements et de ramener dans la collectivité des humains de la raison, de la connaissance et pour commencer de l'information claire.

Marc Bloch contribua par ses convictions au changement qui s'opéra au sortir de la guerre et qui plaçait résolument l'histoire devant ses responsabilités pour le présent et l'avenir. Ce changement avait pour premiers acteurs les historiens eux-mêmes. Des historiens placés dans le mouvement historique parce que mobilisant une pratique scientifique et des ambitions nouvelles. Des historiens que le « courage de la vérité », selon l'expression de Michel Foucault, ne laissait pas indifférents. Cette place des historiens dans l'histoire présente les amena à réévaluer le récit des personnes, l'écriture des biographies. Ces dernières posent très directement la question de

l'avenir à travers cette approche plus individualisée de l'histoire, en conséquence plus collective puisque s'impose en permanence la nécessité de s'interroger sur les rapports d'une personne avec la société et son temps. Ces biographies s'interrogent d'autant mieux sur l'avenir commun qu'elles s'efforcent de réfléchir à la portée et au sens d'un tel mode de recherche en histoire. L'effort des historiens pour penser leur savoir nourrit une relation avec l'avenir. Cette pratique, si elle est ancienne comme nous l'avons vu, est aussi cachée dans les plis de la discipline et de la profession. Penser l'histoire qui s'élabore et s'écrit ne fut pas toujours toléré, et les positions critiques des *Annales* – telles que les rappela par exemple Lucien Febvre dans le numéro de la Libération – procèdent de l'identification de ces blocages et du choix de les dépasser¹. En ce sens, la pratique qui dirigea les historiens vers des interrogations d'ordre plus philosophique resta discrète, peu revendiquée en tout cas. Pour beaucoup d'institutions, s'intéresser en historien au contenu des sciences sociales, aux énoncés de la philosophie, aux expériences de l'art et de la littérature, c'était franchir la ligne rouge. La situation a changé depuis la fin du xx^e siècle. Mais le soupçon demeure. L'avenir de l'histoire est un dur métier, un difficile labeur. Se projeter sur l'horizon du futur, en construisant au présent une pensée historienne faite de l'étude du passé, reste cependant une tâche exaltante où l'historien, au milieu des temps et des espaces, ressent la vie qui est la sienne.



Réfléchir à l'avenir de l'histoire consiste à commencer de relire certaines traditions des historiens qui établissent une tension vers une raison du futur à toujours réinventer, écrire et transmettre. Au vu des transformations qui, depuis le début des années 2000, affectent l'histoire considérée aussi bien comme discipline universitaire, savoir scientifique, méthodologie pratique, que comme récit commun, fait social et pouvoir intellectuel, son avenir paraît cependant parfois problématique. L'agressivité de certains discours publics, ceux de la mémoire, de la nation comme la récente « identité nationale », du consensus même, ébranle la place de la pensée historienne dans les sociétés contemporaines. Les usages partisans de la connaissance historienne achèvent de la brutaliser. Auparavant, la « crise de l'histoire » était un point de vue savant permettant de réfléchir à la discipline, comme l'avait montré la discussion lancée par la revue *Les Annales* en 1989 après son appel en faveur du « tournant critique ». Gérard Noiriel a étudié ces

1. Lucien Febvre, « De l'histoire au martyre, Marc Bloch 1886-1944 », art. cit.

configurations de « la crise de l'histoire » dans un ouvrage portant ce titre¹. On peut affirmer désormais que la crise est effectivement constituée. Mais les propositions du « tournant critique » demeurent. Elles établissent que toute situation problématique affectant la discipline contient en elle des possibilités de progrès et d'avancées à condition d'examiner en toute liberté, sans tabou ou prudence académique, les possibles de l'histoire. C'est-à-dire de penser son avenir. Et par là même d'imaginer un avenir moins désespérant pour nos sociétés.

Cette réflexion prend appui, assez largement, sur la situation française. Une telle inscription pourrait sembler paradoxale dans la mesure où l'un des axes de renouvellement de l'histoire passerait par l'élargissement des cadres nationaux de la recherche, par davantage de circulation entre les historiographies, par l'intensification du comparatisme, par le choix du transnational qui permet les jeux d'échelle les plus féconds². Nous avons récemment expérimenté ces horizons empiriques et conceptuels dans une étude sur les engagements intellectuels turcs publiés en mai 2010 dans une nouvelle collection d'Armand Colin, « Éléments de réponse » à l'intérieur de laquelle a été créée une série appelée « Libertés d'historien ». Ce qui est apparu est la dimension de généralité des engagements démocrates, que d'autres études comme celles de l'affaire Dreyfus et la naissance des intellectuels éclairent, en dépit de l'éloignement historique et géographique des sujets, en dépit de l'inscription des engagements démocrates turcs dans un cadre résolument national, dans des enjeux spécifiques, dans des cultures et des traditions particulières. Le principe de la série « Libertés d'historien » se centre précisément sur de telles opérations de transfert, permettant non seulement de donner du sens proche à des questions *étrangères* (ou, à l'inverse de dépayser des dossiers trop familiers), mais aussi de démontrer la pertinence du cadre transnational d'étude. Celui-ci révèle des données nouvelles de situations singulières qui s'éclairent ainsi par le rapprochement avec d'autres expériences nationales d'engagements. Le national se charge de composantes transnationales, qui vont de l'importance des questions relatives à l'Empire ottoman dans la fabrication des engagements dreyfusards (notamment la défense des Arméniens qui prépara celle du capitaine Dreyfus) à l'acculturation par les intellectuels turcs du modèle de l'engagement dreyfusard.

1. Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoire », 1996, 348 p. Voir également, du même auteur, *Qu'est-ce que l'histoire contemporaine*, Paris, Hachette, coll. « Carré histoire », 1998, 256 p.

2. Au sujet des jeux d'échelle, voir, sous la direction de Jacques Revel, *Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard-Le Seuil, coll. « Hautes études », 1996, 247 p.

Il en va de même, dans une certaine mesure, pour cette présente étude. Le cadre français définit un espace à partir duquel penser « en dehors de la boîte ». Beaucoup des composantes françaises de l'avenir de l'histoire conduisent à des perspectives internationales. Mais pour les saisir et les comprendre, il est nécessaire de construire l'objet à partir d'un terrain accessible, qui est celui du cadre français. Celui-ci ne relève pas uniquement d'une définition nationale. La recherche historique et l'historiographie qu'elle constitue composent un espace qui porte en lui des circulations, des échanges. Penser l'avenir de l'histoire à partir de la situation historiographique française n'est pas un enfermement. Elle est au contraire une construction qui permet d'aller plus loin, dans le temps et dans le monde. Il est nécessaire d'assurer des acquis de connaissance avant de poursuivre le voyage.

Comme l'ouvrage qui est proposé ici, la bibliographie qui l'accompagne entend proposer une certaine approche de l'épistémologie en histoire, une question en elle-même, à la fois empirique et conceptuelle, politique et philosophique, témoignant de la respiration propre de la discipline soucieuse de réflexivité, d'interrogation sur elle-même, d'analyse de ses pratiques et de ses résultats. En d'autres termes, une histoire soucieuse d'avenir, d'un avenir propre attaché à l'avenir commun et inversement.